

**Lutte contre le terrorisme - Défense  
- Corée du Nord - Discours de  
clôture de Mme Florence Parly,  
ministre des armées, à l'Université  
d'été de la défense 2017**  
(Paris, 06 septembre 2017)

(Seul le prononcé fait foi)

Monsieur le Président, Cher Jean-Jacques Bridey,

Monsieur le Président, Cher Christian Cambon,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Mesdames et Messieurs les Officiers généraux,

Mesdames et Messieurs, Chers Amis,

L'université d'été est un temps important de la vie de nos armées et de l'ensemble de la communauté de défense. Un moment de rencontres, de dialogue et de réflexion. Je suis heureuse d'être ici, à Toulon, pour partager cet instant avec vous. En ce début de mandature, avec une représentation nationale profondément renouvelée et alors que nous sommes au seuil de décisions structurantes pour nos armées, cette édition prend une importance toute particulière.

Je souhaite en premier lieu remercier l'ensemble des parlementaires d'être venus si nombreux. Vous marquez ainsi votre intérêt pour la politique de défense et votre attachement indéfectible aux femmes et aux hommes qui, chaque jour, risquent leur vie pour la protection de notre pays et de nos concitoyens.

Cette université d'été a pu également se dérouler dans les meilleures conditions grâce à l'implication des armées, et de l'ensemble du ministère. Ici, à Toulon, à bord du BPC Mistral, je souhaite rendre hommage en particulier à notre marine nationale. Chacun d'entre nous a pu constater, lors des démonstrations réalisées hier, l'excellence de la marine, des hommes et des femmes qui la servent et des équipements qu'ils mettent en oeuvre. Le BPC illustre également la contribution de notre marine aux capacités interarmées. L'aptitude quotidiennement démontrée de nos trois armées à opérer ensemble au service de notre pays constitue l'un des atouts de la France qui doit être entretenu.

Cette université d'été arrive à un moment crucial pour notre pays et ses forces armées. Les Français ont confié au président de la République et au gouvernement qu'il a désigné, la mission de donner à notre nation un nouvel élan et de la protéger dans un contexte de menaces accrues. Le président m'a fixé un cap clair, des échéances précises et des moyens nouveaux pour faire face à ces défis. Je suis déterminée à remplir cette mission, et je sais que l'ensemble de la communauté de défense aura à coeur de se mobiliser autour de ces objectifs.

Le contexte stratégique, vous le savez, n'a rien de réjouissant. La France est exposée à des menaces sans cesse plus nombreuses, plus variées, plus pernicieuses, proches ou lointaines.

Le terrorisme est la première d'entre elles. Au Sahel, au Levant, sur le territoire national et sur celui de nos alliés, il frappe encore et toujours. La victoire contre Daech semble certaine, mais c'est acculé que l'ennemi mène ses démonstrations les plus spectaculaires. Nous l'avons encore vu cet été, à Levallois et à Barcelone. Si Daech est en voie d'être anéantie en tant qu'entité territorialisée, les terroristes seront toujours là, ils se réorganiseront sous une autre forme et agiront par d'autres voies, comme ils l'ont fait par le passé.

Des stratégies de puissance sont aussi à l'oeuvre. Toutes les grandes nations renforcent leurs capacités militaires ; certaines mènent des politiques agressives qui mettent en cause nos intérêts et ceux de nos alliés. La Chine, en mer de Chine méridionale, ou la Russie à l'est de l'Europe, font démonstration de puissance et d'intimidation. À cet égard, je me rendrai à Tallin en Estonie demain, aux avant-postes de l'Europe et de l'Alliance atlantique ; à l'occasion d'une réunion des ministres de la défense européens, j'y visiterai nos forces déployées dans le cadre de la présence renforcée de l'OTAN.

En Asie, l'essai nucléaire de forte énergie mené dimanche par la Corée du Nord, et ses multiples provocations balistiques de cet été, constituent une menace aggravée pour la paix et la sécurité régionale et internationale. Ils nous démontrent également que la prolifération nucléaire et balistique est un danger de plus en plus tangible ; songez que l'Europe, beaucoup plus tôt que prévu, risque d'être prochainement à portée des missiles de Kim Jong-un ; et le scénario d'un dérapage vers un conflit majeur ne peut être écarté.

Ces évolutions très préoccupantes viennent nous rappeler que nous ne devons jamais oublier que nous sommes pour longtemps exposés au risque suprême. L'actualité comme l'histoire, en ce centenaire du premier conflit mondial, nous montrent que la sécurité et la stabilité de nos sociétés ne sont pas des acquis. Cette actualité consolide aussi la nécessité pour la France d'une dissuasion nucléaire, qui par ses deux composantes, dont nous devons programmer le renouvellement dans la décennie à venir, nous offre sa protection et un statut de grande puissance.

Des menaces nouvelles, enfin, émergent. Le cyber en constitue l'un des exemples. L'espace numérique offre d'immenses opportunités ; il crée aussi des vulnérabilités croissantes, dont nous n'avons probablement eu jusqu'à présent qu'un avant-goût. Aujourd'hui, nos téléphones peuvent être détournés en micro, des vols de données mettent en cause notre sécurité nationale, des cyberattaques bloquer les gares et les hôpitaux, voire mettre en péril la sûreté aérienne et la

sécurité du trafic maritime.

Nous devons prendre en compte ces menaces nouvelles, anticiper leurs évolutions et nous mettre en capacité de les neutraliser et les combattre. Et ce, dans un contexte où des interrogations peuvent peser sur les intentions de certains de nos partenaires clefs, rendant encore plus nécessaire que nous disposions d'une pleine autonomie d'appréciation, de décision et d'action.

Mais tout n'est pas si noir et nous ne devons pas succomber au travers de réduire notre environnement stratégique à une somme de risques et d'incertitudes ; le nouvel élan européen que souhaite impulser le président de la République, les bénéfices de la transformation numérique, sont autant d'opportunités que notre communauté de défense doit saisir résolument.

Pour mener cette réflexion, éclairer les choix stratégiques que notre nation doit faire pour préparer son outil de défense à l'horizon 2030, j'ai demandé à Arnaud Danjean de mener une revue stratégique ; ses conclusions, attendues début octobre, seront un des fondements de la loi de programmation militaire que nous allons mettre en chantier, en vue de son adoption d'ici la fin du 1er semestre 2018.

Cette LPM, qui s'étendra de 2019 à 2025, devra traiter deux défis majeurs, déterminants pour la sécurité de notre pays : à court terme, répondre aux besoins pressants de nos armées, directions et services, qui font face à un engagement opérationnel inédit et en subissent les conséquences en termes d'usure des équipements et de pression pour leurs personnels ; à moyen et long terme, construire l'outil de défense dont nous aurons besoin pour faire face aux défis du monde de 2030.

Dans ce monde incertain et dangereux, il me semble que notre outil de défense, outre la préservation d'un modèle d'armée complet nécessaire à la préservation de notre rang, devra présenter quatre grandes caractéristiques : l'agilité, pour anticiper et répondre rapidement aux évolutions stratégiques et technologiques, grâce notamment à un effort accru dans le domaine, décisif, du renseignement, à des modes d'engagement plus réactifs, et à un processus renoué d'acquisition d'équipements ; la soutenabilité, pour prévenir dans la durée le péril de l'épuisement et du déclassement ; la préservation de notre autonomie stratégique, en particulier dans les domaines de souveraineté, où nous devons pouvoir agir seuls ; la recherche, volontariste et lucide, de nouvelles coopérations, notamment européennes, qui seront pour nous un démultiplicateur de capacités et d'efficacité.

Pour mettre en oeuvre cette nouvelle vision, les armées disposeront de moyens accrus. En effet, le président de la République a pris la décision historique d'augmenter notre effort de défense : dès 2018, les crédits budgétaires de la mission Défense augmenteront de 1,8 milliards d'euros.

(...)

Sur le territoire national, cela passe par une refonte de l'opération Sentinelle, qui sera annoncée très prochainement. Le contrat opérationnel de protection par les forces armées du territoire national sera préservé, mais son mode opératoire permettra de gagner en efficacité et en réactivité. Face à une menace diffuse mais bien réelle, le dispositif Sentinelle rénové redonnera à nos armées l'avantage de l'incertitude et permettra, en fonction du calendrier ou de l'appréciation de la menace, des bascules d'efforts plus rapides et mieux ciblées pour la protection des Français.

Sur les théâtres extérieurs, nous continuerons à conduire les actions nécessaires à la protection avancée de notre territoire et à la stabilité des pays concernés. Nos efforts, aux côtés de nos partenaires ont produit leurs effets, notamment au Levant, mais il ne saurait être question de baisser la garde, tout en nous réservant la possibilité, ici ou là, d'ajuster notre niveau d'engagement en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain.

Adapter notre outil de défense c'est aussi prendre en compte l'évolution des technologies et ce qu'elles impliquent en termes de stratégie militaire pour gagner en efficacité.

À l'extérieur de nos frontières, l'adversaire se fait plus furtif, plus mobile, se dilue dans les vastes étendues du Sahel ou se dissimule au milieu des populations civiles. Face à ce constat, nous ne pouvons rester statiques. Nos modes d'action et nos équipements doivent s'adapter pour garder le temps d'avance qui est décisif pour atteindre nos objectifs.

C'est dans cet esprit que j'ai décidé de lancer le processus d'armement de nos drones de renseignement et de surveillance.

Les drones de surveillance apportent au combat moderne leur discrétion et leur capacité à durer sur les zones d'action. Ils réduisent les risques encourus par les équipages. Ils sont devenus des moyens incontournables dans les opérations que nous menons au Sahel, où nos REAPER permettent de surveiller, d'identifier et de suivre les cibles.

Mais dès lors qu'il s'agit de traiter ces cibles, il faut aujourd'hui faire appel à d'autres moyens, avions ou hélicoptères de combat, dont les frappes sont d'ailleurs parfois guidées par nos drones de surveillance. Le succès de l'opération repose donc sur la disponibilité et la parfaite coordination de plusieurs moyens, avec des temps de déploiement sur zones importants, alors même que l'opportunité de traiter la cible est souvent fugace.

À l'avenir, avec la décision que j'annonce aujourd'hui, les drones armés permettront d'allier en permanence la surveillance, l'endurance dans la discrétion et la capacité de frappe, au moment le plus opportun. Ainsi, nous gagnons en efficacité et nous limitons le risque de dégâts collatéraux. Ce nouvel usage permettra aussi d'optimiser l'emploi des aéronefs, avions de combat et leurs ravitailleurs ou hélicoptères, plus rapides, plus puissants mais également plus lourds dans leur mise en oeuvre.

Je veux par avance réfuter de possibles amalgames et dissiper d'éventuelles craintes. Non, un drone armé n'est pas un robot tueur. Ce sont deux systèmes qui n'ont rien de semblable. Cette

décision ne change rien aux règles d'usage de la force, au respect du droit des conflits armés et je reste plus que jamais attachée au respect du droit international et de nos engagements relatifs à la maîtrise des armements et à la préservation des populations civiles dans les conflits.

En effet, les règles d'engagement pour les drones armés seront strictement identiques à celles que nous appliquons déjà. Qu'il s'agisse d'un canon Caesar, d'un missile de croisière, d'un Rafale : comme pour les drones, si l'opérateur est physiquement éloigné de l'objectif, l'homme n'en est pas moins au coeur de l'engagement du feu.

Concrètement, cette décision concernera dans un premier temps les drones REAPER que nous avons acquis aux États-Unis. Il s'agira de les doter d'un armement guidé de précision. À moyen terme, le futur drone européen, dont nous réalisons les études en coopération avec l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, sera également doté d'armements.

En armant ses drones, la France rejoint ainsi le groupe des nations qui se sont déjà dotées de cette capacité ou sont en train de le faire : nos alliés américains, britanniques, allemands et italiens mais aussi plus d'une dizaine d'autres nations dans le monde entier. Cette expansion de la détention des drones armés, confirme qu'il s'agit d'une capacité clé du combat de demain, comme l'ont été, à leur époque, le blindé ou l'avion. La France ne saurait passer à côté sous peine de se voir déclassée.

Éviter le déclassement, nous y parviendrons aussi en portant une défense qui dépasse notre horizon. Je me battraï pour l'Europe de la défense. Je me suis déjà exprimée ce matin sur ce thème, aussi, je dirai seulement que j'avancerai avec toutes les bonnes volontés sur les capacités, sur les institutions, sur les opérations. Je serai volontariste et pragmatique, avec un seul mot d'ordre : l'efficacité.

Je pousserai aussi notre industrie de défense. Elle est un des catalyseurs de l'Europe de la défense et un des moteurs de l'économie française. Nous devons continuer à soutenir l'industrie, préserver ses capacités et savoir-faire clefs, et appuyer de toute notre énergie ses exportations.

Et puisque nous sommes aujourd'hui sur un bâtiment de la marine nationale, je tiens à dire que dans le domaine naval en particulier, je veux donner à notre industrie de défense les moyens de se développer fortement. C'est pourquoi je travaille actuellement à la constitution d'une alliance entre les industries navales militaires française et italienne, dans le domaine des bâtiments de surface, avec l'ambition de constituer à terme un leader mondial. Ce projet ambitieux avance, en concertation étroite avec les industriels concernés ; j'aurai l'occasion d'y revenir dans les prochaines semaines.

Je compte aussi mettre un accent particulier sur la promotion de l'innovation, facteur décisif pour notre sécurité et notre compétitivité. Que l'on songe par exemple aux promesses de l'intelligence artificielle, de la robotique ou de l'informatique quantique.

Il est donc vital que l'innovation inspire l'ensemble de la communauté de défense, pour garantir la supériorité technologique de nos forces sur le terrain face à des adversaires, actuels et potentiels, de plus en plus habiles et inventifs dans l'utilisation des nouvelles technologies. L'innovation permettra aussi de gagner en efficacité de nos moyens humains, financiers et industriels. Elle tirera profit, enfin, de la créativité de notre communauté de défense.

Cette capacité d'innovation, je souhaite qu'elle irrigue tout le ministère. Beaucoup a été fait pour sa modernisation, mais je veux encore accélérer et accentuer ce mouvement, pour que le ministère des armées soit à la pointe de l'innovation et de la transformation numérique.

Je souhaite en particulier revoir en profondeur les procédures et les moyens mis en oeuvre pour acquérir les équipements dont ont besoin nos armées. Il s'agit de mieux répondre à ces besoins, d'être plus agile et réactif, de mieux nous adapter à l'évolution des technologies.

Nous avons la chance de bénéficier, avec la DGA et notre industrie de défense, d'un outil déjà très performant. J'ai pu le constater hier lors de deux visites. À Istres où m'a été présenté le nEUROn, les ingénieurs de Dassault Aviation et de ses partenaires ont su joindre leurs efforts pour réaliser un drone au meilleur niveau. Nous disposons ainsi des savoirs faire pour préparer le combat aérien du futur. À La Garde, chez ECA Robotics, les technologies de robotique sous-marines permettent à notre marine de disposer des meilleures capacités pour lutter contre les mines. Ces deux entreprises, par leur succès sur les marchés civils, sont par ailleurs emblématiques des retombées de l'investissement de défense pour notre économie.

Il y a 60 ans, nos ingénieurs et notre industrie ont montré qu'ils savaient répondre aux défis que leur fixait la communauté nationale, de construire une force de dissuasion et de doter notre pays d'armements de pointe. Je ne doute pas que nous saurons ensemble faire face aux défis technologiques et industriels de demain. Le nouveau DGA et l'ensemble des acteurs de l'industrie de défense ont toute ma confiance pour y parvenir.

Moderniser notre outil de défense, c'est aussi améliorer la disponibilité des matériels, notamment aéronautiques, accroître l'efficacité des soutiens, au plus près du terrain, et simplifier les procédures. J'annoncerai prochainement des initiatives dans tous ces domaines. Cette modernisation ne se fera pas sans une vaste concertation et la mobilisation de l'ensemble des acteurs sera nécessaire.

Face à tous ces enjeux, j'ai pleinement conscience de l'engagement de nos armées. Je mesure les efforts qui ont été demandés à tous pour permettre à la France d'intervenir partout où ses intérêts étaient menacés. Malgré les difficultés, en opérations extérieures comme sur le territoire national, nos soldats font preuve d'un courage, d'une dignité, d'une abnégation que je mesure à chacune de mes rencontres avec eux. Je veux ici leur rendre hommage ; et leur signifier ma volonté de porter la plus grande attention à leur situation personnelle, leurs conditions de travail, leurs conditions de vie et celles de leurs familles.

(...)

D'un ministère plus moderne, plus efficace naîtra un ministère encore mieux intégré à notre communauté nationale. Je veux renforcer les liens entre les armées et la Nation. Ce n'est pas une incantation, c'est un impératif. Les Français vivent au quotidien près de militaires en service, sans nécessairement mesurer l'ampleur des missions et des risques que les armées assument chaque jour pour eux. Le monde civil et le monde militaire doivent se connaître et se comprendre.

(...)

Vous connaissez maintenant les lignes de mon action. Une action que je mène pour la sécurité des Français, pour leur liberté et leur sécurité. Une action que je mène aussi pour tous ceux, militaires comme civils, qui luttent au quotidien pour notre pays, qu'ils s'agissent de nos soldats en opérations, de tous ceux qui travaillent à leur soutien, de nos ingénieurs et techniciens, de nos agents de renseignement.

Cette action, enfin, je la mènerai avec vous. Chacun y sera impliqué et pourra oeuvrer à la défense de demain. Une défense forte, fière, attentive aux hommes et aux femmes qui la portent ; une défense qui inspire le respect de nos alliés et la crainte de nos ennemis ; une défense attractive, innovante, résolument tournée vers l'avenir.

Je connais les enjeux. Je suis déterminée à les relever. Je ne sous-estime pas les difficultés. Je suis prête à les affronter. Et je suis optimiste car je sais que ce combat, l'ensemble de la communauté de défense, unie, le livrera avec moi. Le président de la République, le Premier ministre, la représentation nationale nous ont fixé des objectifs ambitieux au service des Français. Nous saurons, ensemble, les atteindre.

Vive la République ! Vive la France !./.

(Source : site Internet du ministère de la défense)